

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

Discours de Dr. Karamo KABA

Gouverneur de la Banque Centrale de la République de Guinée

**A l'occasion de la Présentation de la Loi de Finances Rectificative (LFR)
pour l'exercice 2024 par le Gouvernement**

Conakry, le 31 juillet 2024

Excellence Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT),
Chers Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,
Mesdames et Messieurs les Membres du Comité National pour le Rassemblement
et le Développement (CNRD),
Monsieur le Premier ministre, Chef du Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,
Madame la Gouverneure de la ville de Conakry,
Mesdames et Messieurs les représentants du corps diplomatique et les institutions
internationales,
Mesdames et Messieurs,

En vos rangs et qualités, tous protocoles observés,

C'est toujours une joie et un plaisir d'être devant la Représentation nationale. C'est
l'occasion pour moi de vous remercier, au nom de la Banque Centrale de la
République de Guinée (BCRG), pour cette audition.

**Excellence Monsieur le Président du Conseil National de la Transition
(CNT),**

Lors de notre dernière rencontre à l'occasion de la Loi de Finance Initiale (LFI) pour
l'exercice 2024, le ciel était obscurci par une multitude d'incertitudes :

- **politiques** (environ la moitié de la population mondiale est concernée par
des élections en 2024, création des Etats du Sahel par le Burkina Faso, le
Mali et le Niger, trois autres pays francophones en transition, avec leur sortie
de la CEDEAO),
- **géopolitiques** (conflit russo-ukrainien ; montée des partis extrémistes en
au parlement européen, hypothèse d'une élection de Donald Trump ; montée
en puissance d'un « Grand Sud » qui conduit à une fragmentation plus rapide
de la géopolitique mondiale) ;
- et **économiques** (pressions inflationnistes ; effets de la hausse des taux
d'intérêt et du durcissement des conditions d'octroi de crédit ; effets de
l'incendie du principal dépôt d'hydrocarbures de Kaloum).

Il y a eu beaucoup d'améliorations mais aussi de nouvelles inquiétudes avec un nouveau chapitre dans le conflit israélo-palestinien. Toutefois, en dépit du reflux de l'inflation et de la disparition progressive des stigmates du « Grand incendie du dépôt de Kaloum », nos défis structurels, tels que la desserte en électricité, demeurent.

I. Une inflation en reflux

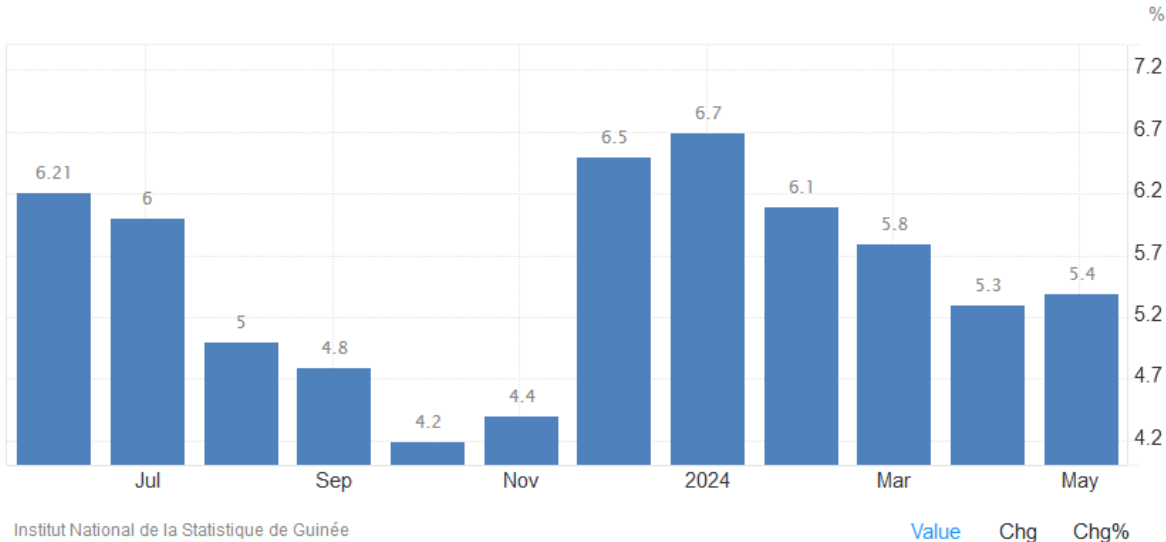
Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,

Qu'ils soient partisans ou opposants du pouvoir en place, tous les Guinéens seront d'accord pour saluer les efforts des autorités pour améliorer, en très peu de temps, l'approvisionnement en carburant du pays.

Ce pro-activisme des autorités gouvernementales a eu pour effet de refluer l'inflation à son niveau d'avant l'incendie.

Ainsi, selon les dernières données de l'Institut national des Statistiques (INS), le taux d'inflation, est redescendue au niveau national d'un pic de 6,7 % en décembre 2023 à 5,2 % en juin 2024 en glissement annuel. Cette même tendance a été observée à Conakry, où les prix sont passés d'un rythme de progression de 9,3 % en décembre 2023 à 8,0 % en juin 2024.

Graphique 1 : Evolution du taux d'inflation en Guinée (en %, sur un an)



D'autres facteurs ont aussi aidé, tels que le recul des prix mondiaux de l'énergie (graphique 2) et de l'alimentation (graphique 3). Selon toute vraisemblance, ces facteurs continueront d'aider au cours des prochains mois (récession mondiale).

Graphique 2 : Cours du Baril de Brent (en dollars américains)



Graphique 3 : Cours du Baril de Brent (en dollars américains par tonne)



Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,

Chers amis,

Il ne serait pas juste d'oublier l'apport de la politique monétaire. En effet, le fait que la BCRG n'ait pas recours à la « *planche à billets* », comme cela a été fait en d'autres temps, a grandement aidé, ce qui a permis d'influer rapidement sur les anticipations de prix et de salaires.

Il y a aussi et surtout l'appréciation du GNF par rapport aux principales devises, en raison du renforcement des réserves de change de la BCRG, grâce aux opérations d'achat d'or, opérations qui ont eu cependant des coûts importants dans le bilan de la BCRG.

C'est la raison pour laquelle nous pouvons affirmer avec beaucoup de confiance que le taux d'inflation devrait se situer à 7,6% en moyenne pour 2024, très loin de la prévision de 11% établie par le Fonds monétaire international, en raison de :

1. la normalisation de l'approvisionnement du pays en carburant,
2. la tendance baissière observée depuis février 2024,
3. l'amélioration de la production agricole,
4. la mise en place du dispositif de suivi systématique des positions de change des banques au sein de la BCRG,
5. et enfin la mise en œuvre effective de l'instruction présidentielle de rapatriement d'au moins 50% des recettes d'exportation du pays.

Vous comprenez donc pourquoi, rassurée par le diagnostic d'une inflation maîtrisée pour 2024 (à 7,6% en moyenne contre une prévision de 11% établie par le FMI), la BCRG, à travers son Comité de Politique Monétaire, a opté jusqu'à présent pour le « *statu quo* » en maintenant inchangés le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires à 11% et 13% respectivement.

Il faut préciser que cette attitude accommodante fait suite à deux détentes monétaires opérées :

- en mars 2022 (le coefficient des réserves obligatoires est passé de 16 % à 15 %, et le taux directeur est resté inchangé à 11,5 %).

- et en septembre 2023 (le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires ont été révisés à la baisse, passant de 11,5 % à 11 % et de 15 % à 13 %, respectivement).

Ainsi, avec l'Angola, la République de Guinée fait partie des deux Etats africains où les taux directeurs ont baissé entre décembre 2021 et mars 2024.

On ne peut pas en dire autant :

- au Ghana (où le taux directeur est passé de 13,5% en 2021 à 29% en juillet 2024),
- au Malawi (où le taux directeur est passé de 12% en 2021 à 26% en juillet 2024),
- en République Démocratique du Congo (où le taux directeur est passé de 8,5% en 2021 à 25% en juillet 2024),
- au Nigeria (où le taux directeur est passé de 11,5% en 2021 à 26,75% en juillet 2024)
- et en Sierra Leone (où le taux directeur est passé de 14% en 2021 à 23,25% en juillet 2024).

Ces différentes décisions de la BCRG, soutenues par la reprise des programmes d'injection de liquidité, ont permis de dégager des ressources financières supplémentaires destinées au financement du secteur privé et du secteur public.

Le secteur bancaire, véritable baromètre de l'activité économique, a vu sa situation nettement s'améliorer après ces actions de la BCRG. Ainsi, selon l'enquête de suivi de l'Indice du chiffre d'affaires, l'activité du système financier a bondi de 50,8% au 1er trimestre de 2024, ce qui va soutenir l'activité pour le reste de l'année.

Tableau 1 : Synthèse des indicateurs bilantiels du secteur bancaire en République de Guinée (en milliards de GNF)

Indicateurs	31/12/2023 (T4)	31/03/2024 (T1)	Variation	
			Valeur	Pourcentage
Dépôts	36 289	48 032	11 743	32,36%
Crédits	18 146	18 689	543	2,99%
Bilan	51 274	63 283	12 009	23,42%

Source : BCRG

La liquidité globale s'est considérablement améliorée en 2024. En effet, après avoir enregistré une contraction de 12,1 % à fin décembre 2023, la liquidité globale du

système bancaire a enregistré une hausse de 63,9 % en glissement annuel, pour se chiffrer désormais à GNF 14 395,8 milliards à fin mars 2024. Ce bond est principalement imputable à la hausse des réserves excédentaires résultant de l'accroissement des dépôts bancaires.

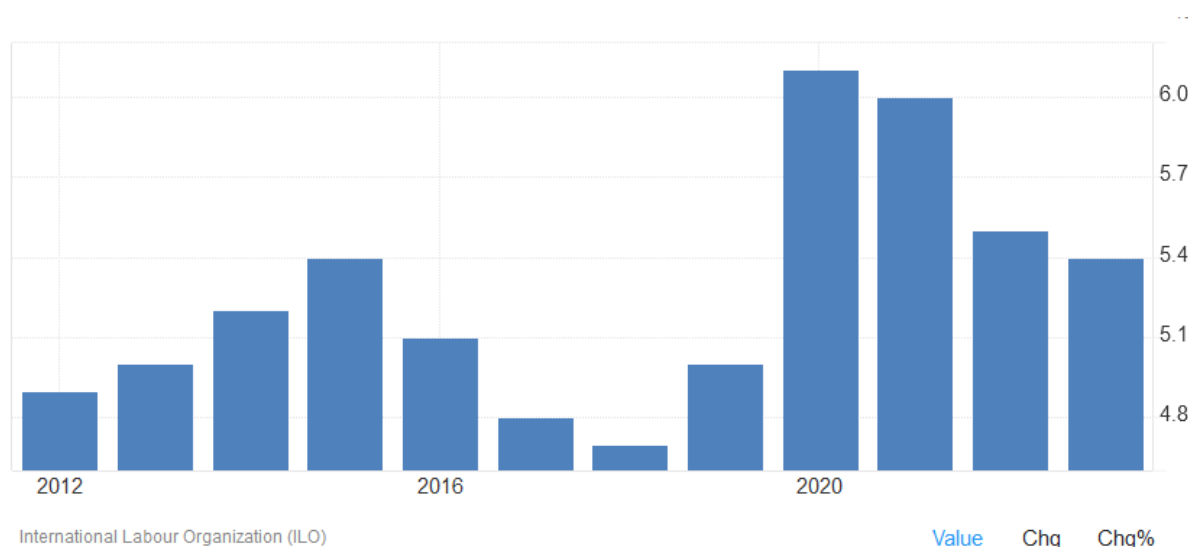
Parallèlement, les crédits accordés au secteur privé se sont situés à GNF 21 230,5 milliards en mars 2024, soit une hausse de 21,2 % en glissement annuel et de 13,7 % par rapport à fin décembre 2023. Cette hausse s'explique par les facilités de crédits accordées aux clients des secteurs des hydrocarbures, du commerce, de l'industrie, de l'énergie et des Bâtiments et Travaux Publics (BTP).

II. S'occuper de nos faiblesses structurelles

1. La question de l'emploi

Selon les données de l'Organisation mondiale du travail (OIT), le taux de chômage en République de Guinée est officiellement de 5,3%.

Graphique 4 : Taux de chômage en République de Guinée (en % de la population active)



Ce chiffre paraît incroyable et doit être interprété avec la plus grande attention.

Ainsi, son faible niveau traduit surtout le désespoir de beaucoup de demandeurs d'emplois, notamment les plus jeunes et les moins diplômés, à s'inscrire comme demandeurs d'emploi, ce qui fausse les données. Même si nous constatons des progrès au niveau des créations d'emplois, notamment grâce au boom minier, cela paraît encore insuffisant.

Nous devons donc nous tourner vers les secteurs très intenses en main d'œuvre comme l'agriculture ou les services (hôtel, tourisme, restauration).

C'est la raison pour laquelle la BCRG s'est pleinement impliquée dans le projet d'identification bancaire unique afin de réduire l'asymétrie d'information, condition indispensable pour relancer les crédits en direction du secteur privé afin de diversifier notre économie.

C'est également la raison pour laquelle la BCRG s'est pleinement impliquée dans la mise en œuvre effective de l'instruction présidentielle de rapatriement d'au moins 50% des recettes d'exportation du pays. L'idée là aussi est de diversifier notre économie en drainant ces flux vers les secteurs les plus intensifs en main d'œuvre.

2. Reconstruire (rapidement) un nouveau dépôt d'hydrocarbures

L'excellente gestion par les autorités gouvernementales des suites de l'incendie du dépôt de Kaloum ne doit pas nous éloigner de certaines réalités. Très rapidement, la question d'un nouveau dépôt pétrolier délocalisé va devenir une urgence. En effet, qui peut dans cette salle penser un seul instant que la Compagnie du *TransGuinée* (dont on fête aujourd'hui le 2ème anniversaire) puisse être une réussite avec les conditions actuelles en matière de stockage ? L'Etat doit donc se donner les moyens de construire dans un bref délai un nouveau principal dépôt d'hydrocarbures.

3. Redresser les finances publiques

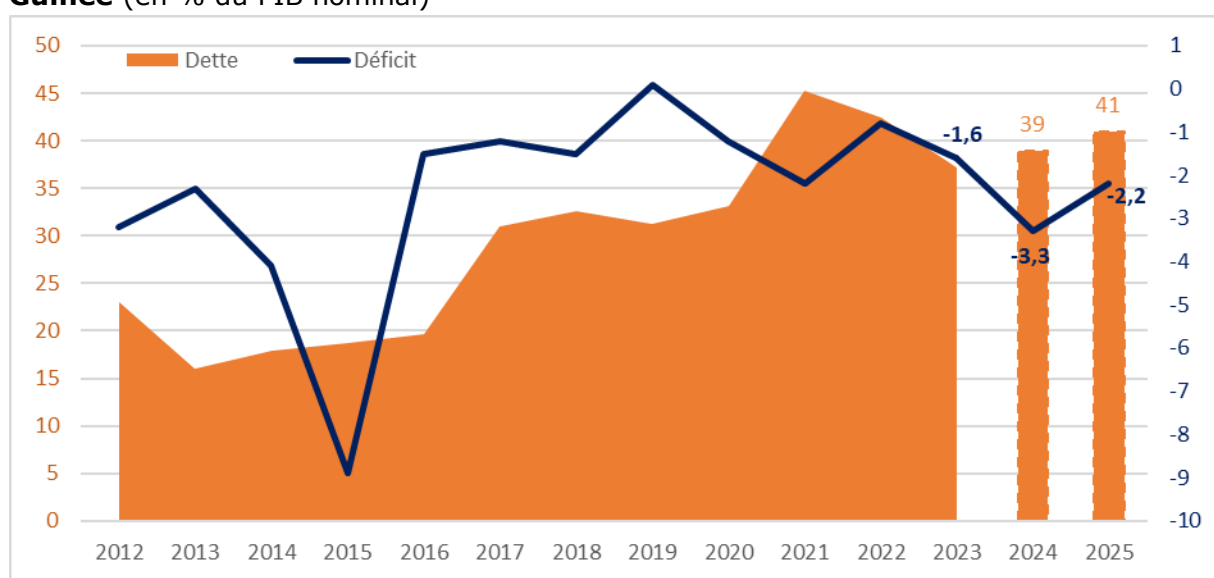
Suite à l'explosion du principal dépôt pétrolier, l'assouplissement de l'orientation budgétaire proposé par le Gouvernement de la République de Guinée est justifié en 2024 mais il doit demeurer temporaire. Et c'est exactement ce qui est voulu par le Gouvernement puisque le déficit public est attendu à -2,2% du PIB en 2025 après avoir atteint -3,3% du PIB en 2024 (voir graphique 5).

Dans ces conditions, le redressement nécessaire des finances publiques guinéennes devra nécessairement passer par une meilleure mobilisation des recettes intérieures afin de dégager des marges de manœuvre budgétaires tout en préservant la soutenabilité de la dette à moyen terme.

C'est la raison pour laquelle la BCRG, dans son analyse globale et indépendante de la situation économique, se propose de faire les recommandations suivantes au Gouvernement :

- agir en urgence sur les dépenses. La cause profonde du problème Guinéen, c'est la croissance continue des subventions aux carburants et à l'électricité et la gestion de l'entreprise EDG ;
- poursuivre les réformes pour corriger les erreurs sur les prix de transfert et à réduire les exonérations fiscales dans le secteur minier ;
- veiller à ce que toutes les retombées attendues du *TransGuinée* soient au rendez-vous pour l'économie guinéenne et pour les Guinéens ;
- prendre des mesures afin d'élargir l'assiette.

Graphique 5 : Déficit public (en % du PIB) et dette publique en République de Guinée (en % du PIB nominal)



Source : Ministère du Budget

Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT),

Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,

La Banque Centrale de la République de Guinée, en tant qu'acteur majeur de la politique économique de notre pays, s'est pleinement inscrite dans la dynamique de relance économique décidée par SEM le Chef de l'Etat, le Général Mamadi DOUMBOUYA, en mettant tout en œuvre pour stabiliser notre monnaie nationale, faciliter la mobilisation des ressources internes de l'Etat et soutenir le financement de l'économie guinéenne.

C'est à cet effet que la BCRG a engagé d'importantes réformes monétaires et financières en vue de la protection du pouvoir d'achat de nos concitoyens à travers la stabilité de la valeur interne et externe de la monnaie guinéenne et de celle du système financier.

D'ailleurs, lors de la dernière réunion mi-annuelle de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest tenue ce mardi 30 juillet à Dakar, la Guinée a été félicitée pour la bonne performance enregistrée en termes de gestion du taux de change et en termes de respect des critères de convergence du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO pour l'intégration monétaire. Les autres pays de la CEDEAO ont été invités à s'inspirer de la bonne pratique de notre pays en matière de politique de change.

**Monsieur le Président du Conseil National de la Transition (CNT),
Honorables Conseillers Nationaux de la Transition,**

En tant que premier responsable de la BCRG, je voudrais vous rassurer que la Banque Centrale continuera à travailler au côté du Gouvernement conduit par Monsieur le Premier Ministre Amadou Oury BAH et en synergie avec le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre du Budget et le Ministre du Plan et de la Coopération Internationale pour la mise en œuvre des mesures de relances économiques du Gouvernement et le maintien à des niveaux adéquats de nos différents indicateurs macro-économique.

Mesdames et Messieurs,

Pour terminer, en dépit de l'environnement national difficile marqué par l'incendie de Kaloum et ses répercussions sur l'économie nationale, je voudrais réaffirmer une nouvelle fois, ici devant la Représentation nationale, l'engagement de la Banque Centrale, sous le leadership du Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, le Général de Corps d'Armée Mamadi DOUMBOUYA, à poursuivre les réformes monétaires et financières engagées dans le sens de la refondation de la Nation.

Je vous remercie. Que DIEU protège la Guinée et les Guinéens !